

REGARDS

DÉBAT PARLEMENTAIRE

D'Gambia-Pafen

Luc Caregari

Le débat parlementaire sur le programme gouvernemental a confirmé la mollesse de ce dernier. En effet, difficile pour les parlementaires de s'attaquer à un document où règne le grand flou.

Par moments, mercredi dernier à la Chambre des député-e-s, on se serait cru à l'école buissonnière, voire dans une classe de gosses en manque de leur prochaine dose de Ritalin. Les ministres présent-e-s s'amusaient à interrompre les chef-fe-s de file de l'opposition, parfois pour les corriger, souvent aussi pour y glisser des blagues ou des commentaires ironiques, quand ils et elles ne vaguaient pas ostensiblement à la consultation de leurs smartphones - tandis que dans les rangs des député-e-s, ça chahutait aussi. En tout cas, pour l'inauguration d'une nouvelle ère (celle où pour la première fois, les conservateurs ne sont pas représentés au gouvernement après déjà un hiatus de cinq ans, marquant la mort définitive de l'État-CSV), cela manquait de sérieux.

La raison en est simple : le programme gouvernemental a beau présenter quelques mesures phares, il manque cruellement de cohérence et de vision. Les descriptifs de « pot-pourri » ou « manque de vision », voire « absence de fil conducteur » ne ponctuaient pas pour rien l'un ou l'autre discours de l'opposition. Une opposition qui peinait cependant à vraiment s'attaquer à ce texte,

vu qu'il comporte des promesses qui mettent tout le monde d'accord - comme la gratuité des transports, que le gouvernement et le premier ministre surtout semblent voir comme un atout pour le nation branding plutôt qu'une mesure sociale.

La présentation du programme par le premier ministre, qui avait déjà eu lieu mardi après-midi, est très bien résumée dans ce tweet laconique de Diego Velazquez, le correspondant du Wort à Bruxelles : « Dat ënnerhalendst un der Regierungserklärung so far : de Fernand Etgen, deen net genau weess, wéi en drakucken soll ». Et c'est vrai que la relecture d'un document politique que le pays entier - ou du moins celles et ceux qui s'intéressent encore à la politique - a décortiqué ces dernières semaines est très soporifique. Le manque de vision de Xavier Bettel pendant son discours lui sera reproché par les député-e-s de l'opposition le jour d'après.

Hansen déçoit

Une journée qui pourtant s'annonçait intéressante, avec la promesse d'un vent nouveau : la première intervention de Martine Hansen en tant que cheffe de fraction du CSV. Maintenant que les conservateurs ont dû admettre que leur passage sur les bancs de l'opposition n'était pas une erreur de l'histoire et qu'ils se sont mis ces dernières semaines à changer de ton face au gouvernement, on était



PHOTO : CHDLU



en droit de s'attendre à la révélation d'un nouveau style politique, dont Hansen a promis d'être l'incarnation. Eh bien le public est resté sur sa faim.

Après avoir qualifié le programme de « château de cartes qui risque de s'effondrer au premier coup de vent » et avoir critiqué le manque de discernement par rapport au problème de la croissance, Hansen s'est un peu perdue en petites choses. Comme celle de s'offusquer que le conseiller communal de la ville d'Esch, Mike Hansen, ait osé qualifier les membres de son parti de « Pafen » lors du congrès du LSAP. À quoi le ministre vert François Bausch a rétorqué que si le CSV ne voulait plus se faire appeler ainsi, le gouvernement n'accepterait plus d'être qualifié de « Gambia ». Hilarité générale et premier moment de grosse solitude pour le nouveau président de la Chambre des députés, Fernand Etgen, qui a eu plusieurs fois beaucoup de mal à contenir le chaos qui risquait d'enflammer l'assemblée.

Sinon, les points critiques relevés par l'opposition se ressemblaient tous. La croissance, un des thèmes dominants des élections passées, a été omniprésente. Surtout sous l'angle de la qualité de la croissance sur laquelle table le gouvernement pour mettre en œuvre son plan. Visiblement, le fait que la coalition ait décrété clos ce débat n'a pas trop impressionné les représentant-e-s du peuple (votant). À cette question de la croissance s'attache celle du chiffrage, ou

plutôt son absence, des mesures préconisées par le gouvernement. Taclé sur cette question par Martine Hansen, le président de la fraction socialiste Alex Bodry a répondu en rappelant qu'aucun gouvernement - même CSV - n'avait chiffré ses mesures lors des débats sur le programme gouvernemental. Bodry qui a aussi donné une leçon d'histoire à la nouvelle tête de l'opposition, à propos du fait que le nouveau gouvernement comporte des ministres qui n'ont même pas été élu-e-s. Car Hansen aussi n'avait pas été élue quand Jean-Claude Juncker l'avait nommée au poste de ministre de l'Éducation, et Juncker lui-même a obtenu son premier poste de secrétaire d'État en 1982 sans passer par le suffrage. Toutefois, se démarquer de son adversaire en lui démontrant qu'il avait les mêmes pratiques douteuses, mais légales n'est pas vraiment le meilleur des arguments.

Autre point fort : le transport gratuit. Si personne ne peut vraiment s'opposer sérieusement à cette mesure populaire, le contre-financement assez flou dans l'accord a donné lieu à des questionnements. Et le timing aussi a été mis en doute par Marc Baum de Déi Lénk, qui a rappelé que son parti avait déjà déposé, il y a un an, une motion dans ce sens, mais qui à l'époque avait été refusée. Et Gast Gybérien de l'ADR s'est fait un malin plaisir de rappeler que c'étaient justement les Verts qui - encore en pleine période électorale - étaient ab-

solument contre cette gratuité. Ce qui a donné lieu à un échange un peu embarrassant avec Josée Lorsché, montée dans le ring pour les écologistes. Pour les Pirates par contre, le transport gratuit tout comme la légalisation du cannabis sont des succès qu'ils essaient déjà de revendiquer. Peu étonnant donc qu'ils soient le seul parti d'opposition ayant voté pour le programme en fin de séance, portant le suffrage à 33 contre 27. On les voit mal faire de la vraie opposition ainsi, mais peut-être que le plan de Sven Clement et de ses flibustiers est aussi d'entrer dans une joint-venture avec la coalition...

Les Pirates ne sont pas dans l'opposition

Le logement, autre point où ça fait mal, a aussi été scruté de près. Et comme sur tant d'autres points, le manque de détails a été mis en avant. Ainsi, Marc Baum a fustigé des mesures bien trop timides et déploré l'absence de possibilités d'expropriation, cette vache sacrée du DP. Peu étonnant aussi qu'Eugène Berger se soit juste avant félicité de cette absence. De toute façon, la nouvelle ministre du Logement Sam Tanson avait déjà fait savoir par voie d'interview dans la presse gratuite que ce serait une illusion de croire que les prix allaient retomber vite. Une façon de capituler avant que la bataille ne commence vraiment, selon Baum.

Le député de gauche s'est aussi amusé à décrypter la hausse du salaire minimum et s'est attaqué au LSAP, moquant au passage que la revendication socialiste de deux heures de travail de moins par semaine se soit soldée par deux jours fériés de plus par année.

Finalement, c'est la réforme fiscale annoncée qui a soulevé le plus de doutes. Gilles Roth, du CSV, a affirmé que l'idée d'« une classe d'impôts pour tout le monde sans que personne y perde » reviendrait un peu à la quadrature du cercle. Tandis que Gast Gybérien a dit ne pas croire à une réalisation sans pertes de rentrées fiscales, en mettant en avant les phases intermédiaires décrites dans l'accord de coalition.

Finalement, ces journées de débat parlementaire ont surtout montré que le programme gouvernemental est un peu comme un glaçage sucré sur un vieux cake : ça donne envie au début, mais quand on l'a croqué, on se rend compte qu'il y a peu de nouveau et encore moins de révolutionnaire. On prend - presque - les mêmes et on continue.